

Mise à jour : 08/12/08

Présidence Française de l'Union Européenne

<http://www.ue2008.fr>

"Mieux légiférer et mieux accéder au droit
dans l'espace juridique européen grâce aux évolutions
technologiques"

Journées Européennes d'Informatique Juridique

(*European legal e-access conference*)

www.legalaccess.eu

Dates : 10, 11 et 12 décembre 2008

Argumentaire :

Plusieurs initiatives publiques et privées sont coordonnées par le Secrétariat général du Gouvernement pour l'organisation d'une manifestation, sous la Présidence française de l'Union Européenne, destinée à faire connaître l'état des travaux menés en France et en Europe en faveur de l'amélioration de l'accès au droit et de son élaboration grâce aux évolutions technologiques, et à faire valoir les progrès accomplis dans ce domaine.

Depuis qu'a commencé la diffusion du droit des Etats membres sur Internet, il y a une dizaine d'années, un espace juridique numérique européen à composantes multiples (publiques et privées, payantes et libres) s'est installé progressivement. Le développement de cet espace facilite la rencontre et la comparaison simultanées des systèmes de droit d'une part, et des normes technologiques qui permettent leur diffusion numérique d'autre part.

Les Journaux officiels des Etats membres interviennent de manière déterminante dans ce processus. Or leur activité a pris de nouvelles dimensions : ils participent activement à la vie économique de leur pays, ils contribuent à l'orthodoxie budgétaire de leur autorité de tutelle en innovant dans leurs techniques d'autofinancement, et enfin se présentent comme un lieu privilégié d'expérimentation de la e-administration.

Simultanément, la plupart de ces Etats font face à une inflation normative croissante, génératrice d'insécurité juridique, qui les incite à améliorer la qualité de leurs normes par tous moyens législatifs et réglementaires, administratifs et techniques dans la cadre de programmes UE et OCDE pour « Mieux légiférer ». Chaque Etat membre s'interroge désormais sur l'attractivité économique de son droit positif. Ces confrontations de plus en plus fréquentes entre droits nationaux font naître ou renaître un droit comparatiste qui émerge sur Internet en essayant de limiter le plus possible les obstacles posés par une incontournable approche multilingue de cette matière.

Comme le marché mondial de l'information scientifique, le marché européen de l'information juridique évolue très rapidement. Cette évolution s'est encore accélérée sous l'influence croissante des nouvelles règles imposées par l'économie de réseaux qu'il s'agisse des relations entre éditeurs et lecteurs, du rôle et des aspirations des auteurs, de la réservation et de la commercialisation des données publiques et privées, ou encore des échanges entre professionnels du droit. Ce phénomène de fonctionnement en réseaux doit notamment être examiné sous le prisme du développement des nouvelles pratiques électroniques de la e-justice.

Dans ce contexte, il paraît utile de rassembler, venant des Etats membres de l'Union mais aussi de pays que la législation communautaire influence :

- des professionnels du droit, des technologies et de la documentation juridique,
- des représentants des universités, de l'enseignement et de la recherche,
- des acteurs des administrations nationales et communautaires et des institutions productrices de normes,
- des éditeurs nationaux, multinationaux et autres professionnels du marché de l'information juridique,
- des associations d'utilisateurs et de producteurs de bases de données juridiques présentes dans différents états membres

Ces journées proposeront :

- des réunions plénières de type table ronde d'experts pour le bilan et les perspectives ;
- des présentations de réalisations et des ateliers pratiques sur des solutions concrètes opérationnelles.

Mercredi 10 décembre 2008

(ENA, amphithéâtre Parodi, 2 avenue de l'Observatoire, Paris 6°)

Les Journaux officiels européens : acteurs publics, économiques et sociaux

Introduction de la journée : M. Xavier PATIER, Directeur des Journaux officiels

Matin : Animation par M. Aki HIETANEN, vice-président du Forum européen des journaux officiels

Première partie : Contribuer à la transparence de la vie publique, économique et sociale

Deuxième partie : Les nouvelles pratiques de recueil et publication des normes juridiques et des annonces légales

Pause déjeuner

Ouverture de la conférence : M. Jean-Luc WARSMANN, Président de la commission des lois, Assemblée nationale.

Après-midi : Animation par M. Fernando PAULINO PEREIRA, Président du Groupe « Informatique Juridique » du Conseil de l'Union européenne

Troisième partie : Faciliter la compréhension des normes : le rôle des journaux officiels européens dans la diffusion à tous les publics

Quatrième partie : Rechercher des financements

Jeudi 11 décembre 2008

(Palais du Luxembourg 15ter, rue de Vaugirard Paris 6°)

Les nouveaux traitements de l'information juridique électronique en Europe

Introduction de la journée : M. Serge LASVIGNES, Secrétaire général du Gouvernement.

Matin : Présidence de Mme Véronique TAUZIAC, chef de bureau, bureau de la légistique et des systèmes d'information, Ministère du budget, des comptes publics et de la Fonction publique

1) *Session plénière* : Production, consolidation, diffusion et conservation de l'information juridique en Europe : de nouvelles solutions technologiques pour mieux légiférer. (*l'organisation institutionnelle de l'espace juridique européen*) - (salle Monnerville et salle Vaugirard)

2) *Ateliers techniques simultanés* : pour une norme européenne de référencement des documents et une ontologie juridique multilingue (*Institut Catholique, EBD*)

Après-midi : Présidence de M. Philippe BELAVAL, Conseiller d'Etat, Président du comité du service public de la diffusion du droit par l'internet

3) *Session plénière* : Recherche juridique et partage des connaissances : la constitution de patrimoines juridiques électroniques européens (textes, jurisprudence et doctrine) (salle Monnerville et salle Vaugirard)

4) *Ateliers techniques simultanés* : la transparence et la sécurité au coeur des solutions technologiques (*Institut Catholique, EBD*)

Vendredi 12 décembre 2008

(Amphithéâtre René Rémond de l'Institut Catholique, 21 rue d'Assas Paris 6°)

Le marché de l'information juridique en Europe (sous l'influence croissante des nouvelles règles imposées par l'économie de réseaux) - **L'évolution des modèles économiques de production et d'échange de données juridiques**

Introduction de la journée : M. Alain LAMASSOURE, ancien ministre, député européen.

Matin : Présidence de M. Albrecht BERGER, conseiller à l'Office des publications officielles des Communautés européennes, secrétaire du Forum européen des Journaux officiels

- 1) Accès libre - accès payant : une alternative relative ?
- 2) Acteurs publics - acteurs privés : concurrence et coopération en Europe

Après-midi : Présidence de M. le Pr. Maximilian HERBERGER, directeur de l'Institut für Rechtsinformatik de l'Université de la Sarre, président de l'Association Allemande de l'Informatique Judiciaire

Auteurs, éditeurs et lecteurs : vers un nouvel équilibre ?

- 1° table ronde : les éditeurs et les auteurs ;
- 2° table ronde : les éditeurs et les lecteurs.

Avant-programme détaillé

Mercredi 10 décembre 2008

(à l'ENA, 2 avenue de l'Observatoire, 75 006 Paris)

Les Journaux officiels européens : acteurs publics, économiques et sociaux

Introduction de la journée : M. Xavier Patier, Directeur des Journaux officiels

Le matin : Animation par M. Aki Hietanen, vice-président du Forum européen des journaux officiels

Première partie : Contribuer à la transparence de la vie publique, économique et sociale

Introduction : Paysages des journaux officiels, M. Albrecht Berger, conseiller à l'Office des publications des Communautés européennes, secrétaire du Forum européen des Journaux officiels

- Les orientations françaises en matière d'administration électronique, M. Migeon, *directeur général de la modernisation de l'Etat (DGME)*.
- La publication des annonces, gage de transparence de la vie économique, M. Schiessl, *directeur du Wiener Zeitung*.
- La publication des projets de règlements, des enquêtes publiques et la consultation des citoyens : l'expérience du JO canadien, M. Rémi Massé, *directeur de la Gazette du Canada*.

Deuxième partie : Les nouvelles pratiques de recueil et publication des normes juridiques et des annonces légales

- L'accès aux normes de droit : exemple français de Légifrance, le site gratuit du service public de la diffusion du droit par l'internet : contenus, résultats et évolutions. M. François, *sous-directeur, Direction des Journaux officiels*.
- Améliorer la qualité du contenu, accélérer la promulgation et faciliter la documentation de la nouvelle législation : expériences allemandes avec le logiciel eNorm, Mme Goerdeler, *chef de bureau, Conseil juridique Ministère Fédéral de la Justice, Allemagne*.
- La modernisation des Journaux officiels japonais, M. Nakanishi, *directeur adjoint, Imprimerie nationale, Japon*
- La place du Journal officiel dans l'expérience italienne en matière de collecte et publication des normes (européennes, nationales et locales), M. Andriani, *éditeur en chef de la Gazette officielle de la République italienne*.

Ouverture de la conférence : M. Jean-Luc WARSMANN, Président de la commission des lois, Assemblée nationale

L'après-midi : Animation par M. Fernando Paulino-Pereira, président du groupe de travail « informatique juridique » du Conseil de l'Union européenne.

Présentation des travaux du Forum des JO européens : Mme la présidente du Forum,
Mme Carmen Gomis Bernal, Directrice du Boletín Oficial del Estado

Troisième partie : Faciliter la compréhension des normes : le rôle des journaux officiels européens dans la diffusion à tous les publics

- Faciliter la compréhension des normes : présentation des sites de la Documentation française, partenaire des Journaux officiels et « vulgarisateur » du droit, M. Cazenave, *directeur de la Documentation Française*.
- Quelles démarches au niveau communautaire pour rapprocher le citoyen de la norme juridique ? Mme Reicherts, *directeur général de l'OPOCE, Office des publications officielles des Communautés européennes*.
- Les Journaux officiels peuvent-ils contribuer à la réussite de la politique de mesure et réduction des charges administratives (MRCA) ?, Mme Varley, *chef de projet, OCDE*.

Quatrième partie : Rechercher des financements

- La valorisation du patrimoine immatériel public : quels enjeux ?
M. Rubinowicz, *directeur général de l'APIE*.
- Financement des Journaux officiels par ressources publiques ou financement par le public :
 - Quels usages en Europe? Mme Skodlar, *Editeur en chef du Journal officiel de la République de Slovénie, Slovénie*
 - L'expérience hongroise, Mme Linder, *Rédacteur en chef des journaux d'administration publique, Hongrie*
 - L'expérience britannique, Mme Tullo, *Directeur de l'Office of Public Sector Information, Angleterre*

Conclusion : M. Xavier Patier, Directeur des Journaux officiels

Jeudi 11 décembre 2008

(Palais du Luxembourg 15ter, rue de Vaugirard Paris 6°)

Les nouveaux traitements de l'information juridique électronique en Europe

Matin :

**Introduction de la journée : M. Serge LASVIGNES, Secrétaire général du
Gouvernement.**

**Présidence de Mme Véronique TAUZIAC, chef de bureau, bureau de la
légistique et des systèmes d'information, Ministère du budget, des
comptes publics et de la Fonction publique**

**1) Session plénière : Production, consolidation, diffusion et conservation
de l'information juridique en Europe : de nouvelles solutions
technologiques pour mieux légiférer.** (*L'organisation institutionnelle de
l'espace juridique européen*) - (salle Monnerville + retransmission salle Vaugirard)

a) un tour d'horizon de la production, de la consolidation et la diffusion du droit en
ligne dans les différentes zones culturelles européennes d'influence M. Aki Hietanen,
Directeur des Services d'Information du Ministère de la Justice, Finlande et Mme
Marika Seppius, *Conseillère, Chancellerie de la République d'Estonie*

b) la dématérialisation des procédures de production des normes et les logiciels
d'élaboration des normes en Europe

- Le système intégré danois de rédaction, promulgation, publication et archivage
de la législation, LEX DANIA, M. Søren Broberg Nielsen, *Head of Division,
Civil Affairs Agency, Legal Information Division, Danemark.*
- La procédure normative, de sa production à sa publication et à son archivage,
à travers le système français d'échange SOLON M. Jean Maïa, *chef du service
de la législation et de la qualité du droit au Secrétariat général du
Gouvernement, France*

c) les outils d'évaluation

Pour une conception et une transposition économes en charges administratives de la
législation européenne, Mme Geneviève Pons-Deladrière

*Chef d'unité Analyse d'impact et réduction des charges administratives
Commission européenne - DG Entreprises et Industrie, Union Européenne*

d) la recherche d'un langage commun pour améliorer les accès aux droits des Etats
membres

- Les simplifications attendues en matière d'accès aux droits des Etats-
membres : le projet N-Lex M. Andrea Bartolini, *unité EUR-Lex, Office des
publications des Communautés Européennes, Union Européenne*

e) l'optimisation des stocks de législation grâce à la technologie web

- La contribution de l'Internet pour la gestion de stock de la législation M.
Edward Donelan, *Senior Advisor, Regulatory Governance, SIGMA, OCDE*

2) Ateliers techniques simultanés : pour une norme européenne de référencement des documents et une ontologie juridique multilingue
(Institut Catholique, salle de l'EBD, 21 rue d'Assas Paris 6°)

a) **Table ronde** : Pour une norme internationale de référencement des documents.

* Une norme internationale de référencement des documents (payants et libres, privés et publics). L'interopérabilité des documents juridiques dans un environnement toujours plus hétérogène.

Animée par M. Stéphane Cottin, *Secrétariat général du Gouvernement*,
Avec la participation de MM. Pierre Paul Lemyre, *chargé des activités de recherche et de développement, Lexum, Faculté de Droit, Université de Montréal, Québec, Canada* (Construire au sol plutôt que dans les nuages : LexUM et l'approche ascendante) et Marc Van Opijnen, *Service des applications internet du Conseil de la Magistrature, Pays-Bas*

* Que faut-il attendre d'un Legal XML européen ? Legal XML et référencements, la consolidation et l'harmonisation des formats et des normes techniques, quelles données publiques pour quelles licences,
Animée par M. Georges André Silber, *Maître Assistant au Centre de Recherche en Informatique - MINES ParisTech, vice-président de l'association Droit.org*
Avec la participation de MM. Peter Johannes Weber, *Association Suisse des Bibliothécaires Juridiques, Suisse* ; Guy Van Peel, *director, Content Development, Wolters Kluwer, Europe* et Erich Schweighofer, *Associate Professor, University of Vienna, Faculty of Law, Autriche*

b) **Table ronde** : Ontologie juridique multilingue

Animée par Mme Guiraude Lame, *Secrétaire général – Direction des affaires juridiques Banque de Financement et d'investissement, Natixis, France*

Avec la participation de Mme Daniela Tiscornia, *Directrice de recherche, Ittig-CNR, Florence, Italie*, Mme Bénédicte Madinier, *Chef de la mission du développement et de la modernisation de la langue, Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF) Ministère de la Culture (Projet LexAlp), France*, Mmes Julie Kang, *Traductrice juridique* et Sandrine Peraldi, *Responsable de la Recherche Appliquée CIT – ISIT, de l'équipe d'étude de terminologie juridique de l'Institut Supérieur d'Interprétariat et de Traduction, France*

Pause déjeuner

Après-midi :

Présidence de M. Philippe BELAVAL, Conseiller d'Etat, Président du comité du service public de la diffusion du droit par l'internet

3) Session plénière : Recherche juridique et partage des connaissances : la constitution de patrimoines juridiques électroniques européens (textes, jurisprudence et doctrine) (salle Monnerville + retransmission salle Vaugirard)

Introduction : La Constitution d'un patrimoine juridique électronique européen M. le Pr. Maximilian Herberger, *directeur de l'Institut für Rechtsinformatik de l'Université de la Sarre, président de l'Association Allemande de l'Informatique Judiciaire (Allemagne)*

a) les fonds législatifs et réglementaires

- * Pour un site européen commun pour l'accès aux règles législatives, Mme Pascale Berteloot, *chef d'unité, Office des publications Officielles des Communautés Européennes, Union Européenne*
- * Rôle de l'académie européenne de législation dans l'accès au droit, M. Chris Moll, *Directeur, Académie européenne de législation*
- * Trans-JAI, un système de suivi du processus décisionnel européen dans le domaine Justice, Liberté, Sécurité M. Tung-Lai Margue, *Directeur des Affaires générales, DG JLS, Commission européenne*, M. Jean-Marie Misztela, *Chef de projet informatique*

b) les fonds de jurisprudence

Les solutions technologiques de l'e-justice : la transparence des systèmes d'information, clé de la coopération trans-frontalière en matière judiciaire.

- * DEC-NAT, Base de données des décisions nationales concernant le droit communautaire Mme Martine Baguet, *Conseiller, Conseil d'État de Belgique, Secrétaire générale adjointe de l'Association des Conseils d'État et Juridictions administratives suprêmes de l'Union européenne*
- * Le recours aux sources (textes, jurisprudence) du droit de l'Union Européenne par les Juges de la Cour Suprême du Canada au travers des citations des sources du droit de l'UE dans les décisions de la Cour suprême, Mme Rosalie Fox, *Bibliothèque, Cour suprême du Canada – Vice-présidente de l'Association Canadienne des Bibliothèques de Droit*

c) les fonds de doctrine

Table ronde : promouvoir et rendre accessible une doctrine européenne ?

Animée par M. le Professeur Maximilien Herberger

Avec la participation de :

M. Mircea Dan Bob, *Secrétaire général du groupe roumain de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française, Chargé de cours, Faculté de Droit, Université "Babeş-Bolyai" Cluj-Napoca, Roumanie*

M. Lionel Maurel, *Conservateur des bibliothèques, Coordinateur scientifique Gallica, Département de la Coopération, Bibliothèque nationale de France*

M. Nicolas Jondet, *animateur du blog <http://french-law.net/>, membre du comité scientifique (IP Law Editor) de SCRIPTed - online technology law journal of the University of Edinburgh, Edimbourg, Ecosse*

M. Pedro J. Canut, *Avocat, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Saragosse, animateur du projet "Color Juris", Espagne*

4) Ateliers techniques simultanés : la transparence et la sécurité au coeur des solutions technologiques (*Institut Catholique, salle de l'EBD, 21 rue d'Assas Paris 6°*)

a) L'accès à la jurisprudence

Améliorer l'accès à l'information juridique européenne dans et hors de l'UE (pas d'accès centralisé, hétérogénéité des fonds, problème de l'accès à la jurisprudence topique), M. Guillaume Adréani, *Greffier à la Cour de Cassation, France - Assistant à l'Association des Hautes juridictions de cassation des pays ayant en partage l'usage du français (AHJUCAF) et M. Amadou Diallo, directeur de projet, délégation à la Paix, à la Démocratie et aux Droits de l'Homme, Organisation Internationale de la Francophonie*

b) la sécurité

Commissions rogatoires et actes transfrontaliers Jean-François Bohnert, *Procureur de la République adjoint à Dijon, France*

Présentation du nouveau site web de la CJCE (ouverture prévue début 2009), et du système de dépôt et de notification électronique des actes de procédures devant la Cour. Reinhard Krommes, *Directeur des technologies de l'information, Cour de justice des Communautés européennes, Lynn Hewlett, Administrateur principal au Greffe de la Cour, Marc Lombaert, Chef d'unité à la Direction des technologies de l'information, Gregory Lenvers, chef de projet technique*

c) Transposition Assistée par Ordinateur

Présentation du logiciel Dirlab. Alain Souloumiac, *expert législatif auprès de l'Union Européenne*

En soirée : dîner de gala au Palais du Luxembourg (*salon Napoléon*)

Vendredi 12 décembre 2008

(Institut Catholique, amphithéâtre René Rémond, 21 rue d'Assas Paris 6°)

Le marché de l'information juridique en Europe (sous l'influence croissante des nouvelles règles imposées par l'économie de réseaux) - L'évolution des modèles économiques de production et d'échange de données juridiques

Matin :

Introduction de la journée : M. Alain LAMASSOURE, ancien ministre, député européen.

Présidence de M. Albrecht BERGER, conseiller à l'Office des publications officielles des Communautés européennes, secrétaire du Forum européen des Journaux officiels

1) Accès libre - accès payant : une alternative relative ?

* L'accès libre du droit sur Internet : une vision mondiale ? Présentation des conclusions de la IX^e Conférence Internationale « Internet pour le Droit » de Florence (30 et 31 octobre 2008) Mme Ginevra Peruginelli, *Avocate, Doctorante, Institut de théorie et techniques de l'information juridique (ITTIG - CNR) Florence, Italie.*

* L'évolution du marché de l'information en ligne sous l'influence d'Internet : de la fourniture de la donnée au traitement sur la donnée, M. Olivier Bomsel, *Professeur d'Economie Industrielle, Cerna, Centre d'Economie Industrielle, MINES ParisTech, France*

* Quinze ans d'expérience de diffusion de l'information juridique au Canada, en accès libre et payant et en collaboration avec divers partenaires publics et privés, M. Daniel Poulin, *directeur scientifique de l'Institut canadien d'information juridique, professeur titulaire à la Faculté de droit de l'Université de Montréal, Québec, Canada*

2) Acteurs publics - acteurs privés : concurrence et coopération en Europe

- * La réutilisation des informations du secteur public - le contexte européen, Mme Meri Rantala, *Principal Administrator, Access to Information Unit E4, DG Société de l'Information et Médias, Commission Européenne, Union Européenne*
- * Panorama européen de l'information juridique à travers le réseau ePSIplus, M. Rob Davies, *ePSIplus Network Co-ordinator, Royaume Uni*
- * Zoom sur les approches de quelques pays :
 - La situation en Allemagne M. Michaël Fanning, *Managing director, Online Consultants International, Allemagne*
 - Exemple d'équilibre des rôles public/privé : accord entre El Consejo General del Poder Judicial et la Federación de Gremios de Editores de España - Joaquín Silguero Estagnan *El Consejo General del Poder Judicial, Espagne*
- * L'exemple de Caselex comme synergie optimale pouvant être atteinte entre secteurs public et privé, fondée sur la compréhension mutuelle et d'intérêts partagés, M. Stig Marthinsen, *co-fondateur et directeur gérant de Caselex, Europe*
- * Présentation de l'Office of Public Sector Information : un guichet unique d'accès aux informations publiques au Royaume Uni M. Alan Pawsey, *Head of Publishing Services, Office of Public Sector Information (OPSI), Royaume Uni*
- * La situation en France M. Renaud Lefebvre, *président du groupe des éditeurs de droit du syndicat national de l'édition, France*
- * Les objectifs de PSI Alliance M Michael Nicholson, *Intelligent Addressing, vice-Chairman of the PSI Alliance, Royaume Uni*
- * Applications des dispositions de la directive PSI par les fonds de concours, M. Rufus Pollock, *Mead Fellow in Economics, Emmanuel College, Cambridge University, Royaume-Uni*

Pause déjeuner

Après-midi :

Présidence de M. le Pr. Maximilian HERBERGER, directeur de l'Institut für Rechtsinformatik de l'Université de la Sarre, président de l'Association Allemande de l'Informatique Judiciaire

Auteurs, éditeurs et lecteurs : vers un nouvel équilibre ?

Tables rondes animées par M Michel Vajou, *Directeur, MV Etudes et Conseil.*

1° table ronde : les éditeurs et les auteurs ;

Les éditeurs :

- Dalloz (France) M.Renaud Lefebvre, *directeur général adjoint des éditions Dalloz*
- Wolters Kluwer – Europe M.René van ERK
- LexisNexis-Europe M.Guillaume Deroubaix

Les auteurs :

- M. Denis Mazeaud, *Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris II), Secrétaire général de l'Association Henri Capitant des Amis de la Culture Juridique Française, France*
- M. Dimitri Houtcieff, *professeur à la Faculté de droit d'Evry, animateur d'un blog juridique*
- Mme Karine Caunes, *fondatrice de l'European Journal of Legal Studies (European University Institute de Fiesole)*

2° table ronde : les éditeurs et les lecteurs.

Les éditeurs :

- Vlex (Espagne), M. Lluís Faus Ceo
- Lexbase (France) M. Fabien Waechter
- Lextenso (France), M. Frédéric Etchart
- Legalnews (France), M. Dominique Jensen

Les lecteurs :

- Mme Michèle Battisti, *ADBS, Association des professionnels de l'information et de la documentation, France*
- Mme Jennefer Aston, *Présidente sortante de l'Association Irlandaise et Britannique des Documentalistes Juridiques (BIALL), Bibliothécaire - Ingénieur conseil à la Bibliothèque de l'ordre des Avocats, Dublin, Irlande*
- Un membre de l'AFJE (Association française des juristes d'entreprise)

16h00 : Clôture de la conférence

Programme établi grâce aux informations transmises par les membres du Comité scientifique des Journées au jour du 8 décembre 2008.

Actualisation à suivre sur le site des journées www.legalaccess.eu